

L'apartheid israélien sape le droit des Palestiniens à la santé dans le cadre de la pandémie du COVID-19

Description



Par Al-Haq, 7 avril 2020

Déclaration commune

Cette année, nous célébrons la Journée Mondiale de la Santé alors que cette nouvelle maladie du coronavirus (COVID-19) continue de se répandre à travers le globe, impactant de façon disproportionnée ceux qui sont soumis à des situations d'oppression, de discrimination et d'injustice institutionnalisées. Pour la population palestinienne, le COVID-19 a placé au premier plan [le régime d'apartheid](#) israélien de domination raciale et d'oppression systématiques envers tous les Palestiniens,[i] qui depuis des décennies a conduit à la fragmentation et au développement du système de santé du territoire palestinien occupé, particulièrement dans la Bande de Gaza occupée,[ii] et a dénié aux Palestiniens le droit à bénéficier du standard le plus haut possible de santé physique et mentale.[iii]

Alors que le COVID-19 continue de s'étendre, le régime d'apartheid israélien est devenu plus évident que jamais. Dans la Bande de Gaza, deux millions de Palestiniens souffrent depuis 12 ans du blocus illégal israélien, qui a mis à mal tous les aspects de la vie dans la Bande et a poussé le système de santé de Gaza au bord de l'effondrement.[iv] Le blocus a conduit à des profondeurs absolues de dépendance à l'aide, d'insécurité alimentaire, de pauvreté et de chômage, sapant ainsi le droit des Palestiniens à jouir des facteurs déterminants fondamentaux de la santé et du bien-être.[v]

Même avant la pandémie, le système de santé de Gaza faisait face à de graves pénuries de médicaments, de fournitures médicales et d'équipements,[vi] poussant des milliers de patients dont la vie était en danger à chercher un traitement hors de Gaza, en passant par un processus de permis onéreux, complexe et opaque des autorités occupantes israéliennes, qui prive gravement les Palestiniens de leur droit à la santé et, pour les cas les plus sévères, de leur droit à la vie. Ces conditions sont assorties d'une crise chronique de l'électricité et de la contamination de la presque totalité de la fourniture en eau à Gaza,[vii] qui a empêché les Palestiniens d'atténuer efficacement l'expansion du COVID-19. Actuellement, la Bande de Gaza compte 12 cas confirmés de COVID-19, alors qu'il n'y a que 87 ventilateurs pour deux millions de Palestiniens, dont 80 à 90 % sont déjà utilisés.[viii] De la même façon, la Cisjordanie a 255 ventilateurs pour quelque trois millions de Palestiniens.[ix] La situation s'est aggravée dans les camps de réfugiés palestiniens, dans le territoire occupé et à travers la région, où la surpopulation, le stress physique et mental et les années de conflit sans fin ont rendu

plus de 5.6 millions de réfugiés palestiniens, qui souffrent d'insécurité alimentaire et de chômage, plus fragilisés devant les menaces de la pandémie.[x]

A un moment où¹ les gouvernements disent aux gens de rester chez eux pour limiter l'expansion du coronavirus, les efforts des Palestiniens pour prévenir et atténuer les effets du COVID-19 sont mis à mal. Les violations des droits de l'Homme se sont poursuivies, y compris la démolition par Israël de maisons des Palestiniens des deux côtés de la Ligne Verte.[xi] Le 26 mars 2020, les forces d'occupation israéliennes ont confisqué des poteaux, des baches et autres matériaux qui devaient servir à construire deux dispensaires de campagne, quatre unités d'hébergement d'urgence et deux mosquées dans la ville de Khirbet Ibziq, au nord de la Vallée du Jourdain en Cisjordanie occupée.[xii] A Jérusalem, des bénévoles palestiniens engagés dans des initiatives locales de désinfection des écoles et des institutions ou de distribution de nourriture dans les zones mal desservies de la ville, en particulier la Vieille Ville, ont été confrontés à des arrestations par les forces d'occupation israéliennes et leur matériel d'assistance a été confisqué. Même avant la pandémie, les services palestiniens de santé de Jérusalem Est occupée souffraient d'années de négligence délibérée et de sous-financement chronique, qui avaient affaibli les infrastructures et la capacité des hôpitaux palestiniens à répondre au COVID-19. Parallèlement au manque de centres de test dans la ville pour les Palestiniens, les hôpitaux palestiniens n'ont que 22 ventilateurs pour quelque 350.000 résidents palestiniens de Jérusalem, dont un tiers réside dans les quartiers situés derrière le Mur d'Annexion.[xiii]

Ailleurs, des arrestations et détentions arbitraires ont également encore lieu à un moment où on appelle les gouvernements du monde entier à libérer des détenus et ceux qui sont retenus sans base juridique suffisante, afin de réduire la surpopulation des prisons.[xiv] Au contraire, Israël n'a pris aucune mesure adéquate pour améliorer la fourniture de soins de santé et d'hygiène aux prisonniers et détenus palestiniens, conformément aux indications de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) pour empêcher l'expansion du COVID-19 dans les prisons.[xv] Il y a aussi eu des rapports à propos d'au moins deux travailleurs palestiniens, soupçonnés d'avoir contracté le COVID-19, abandonnés par la police israélienne à un checkpoint en Cisjordanie sans leur avoir procuré de soins médicaux et sans coordination avec l'Autorité Palestinienne pour assurer leur traitement.[xvi] Alors que l'urgence sanitaire continue de s'aggraver, Israël a utilisé le COVID-19 comme prétexte à une escalade de ses mesures oppressives contre les Palestiniens,[xvii] y compris en ayant recours à la brutalité policière sous état d'urgence, au profilage racial, tout en renforçant les restrictions et les amendes,[xviii] et la surveillance illégale par les renseignements israéliens,[xix] tels que tous les outils d'assujettissement et de contrôle utilisés depuis des décennies par Israël contre les Palestiniens.

Dans toutes les zones, l'apartheid israélien contre les Palestiniens est visible. Dans le Naqab, à l'intérieur de la Ligne Verte, 80.000 citoyens israéliens n'ont pas accès aux services médicaux d'urgence, tandis que 56.000 résidents de villages non reconnus par Israël n'ont pas suffisamment accès à une eau courante sûre et propre. Et en même temps, Israël n'a pas attribué les moyens de dépistage du coronavirus et les services médicaux d'urgence dans les villages non reconnus, après des décennies d'oppression et de négligence institutionnalisées.[xx] Israël a également montré sa répugnance à tester les Palestiniens au COVID-19 ou à installer des postes de dépistage au volant dans les communautés palestiniennes à l'intérieur de la Ligne Verte qui souffrent d'un manque d'infrastructure, alors que les

ambulanciers n'ont pas été formés à l'évacuation des patients atteints du coronavirus vers des hôpitaux souvent distants.[xxi] En réalité, ce n'est que la semaine dernière que des centres de dépistage ont ouvert dans les villes palestiniennes à l'intérieur de la Ligne Verte et dans Jérusalem Est occupée.[xxii] L'apparente disparition des services de santé et la quantité de tests fournis aux Palestiniens, prenant racine dans la discrimination institutionnalisée israélienne, aggrave la faison dont les Palestiniens font l'expérience de la pandémie. A ce jour, Israël a aussi failli tester au COVID-19 les travailleurs palestiniens, [xxiii] dont on pense que des dizaines de milliers vont peut-être bientôt revenir en Cisjordanie pour la période des vacances, avec la crainte que ce fait puisse alimenter l'épidémie si ces travailleurs ne s'isolaient pas.[xxiv] Au début de l'épidémie, Israël a même failli fournir en temps réel les mises à jour en arabe sur le COVID-19, aggravant encore la prédisposition des Palestiniens à la pandémie.[xxv] Le COVID-19 a éclairci d'une lumière crue les impacts néfastes du régime d'apartheid sur le droit à la santé de tous les Palestiniens. Le droit humanitaire international requiert qu'Israël, puissance occupante, assure les besoins alimentaires et médicaux des Palestiniens le plus largement possible[xxvi] et maintienne les services médicaux, la santé publique et l'hygiène dans le territoire palestinien occupé, particulièrement l'adoption de mesures préventives nécessaires pour combattre l'expansion des maladies infectieuses.[xxvii] En même temps, Israël est tenu selon le droit international des droits de l'Homme à maintenir le droit des Palestiniens au standard le plus élevé possible de santé physique et mentale,[xxviii] y compris les déterminants fondamentaux de la santé et du bien-être,[xxix] parmi lesquels le droit à la suffisance en nourriture, eau et assainissement, logement et travail, et qui requiert en fin de compte la réalisation du droit des Palestiniens à l'autodétermination.[xxx]

En cette Journée Mondiale de la Santé, alors que les Etats continuent de pondre la pandémie du COVID-19, l'apartheid israélien demeure une entrave majeure à la jouissance par tous les Palestiniens de leur droit au standard de santé le plus élevé possible. Alors que nous prenons des mesures pour prévenir et atténuer les effets de la pandémie, nos organisations soulignent les causes initiales de l'oppression, structurelle et institutionnalisée, d'Israël sur le peuple palestinien dans ses efforts pour mettre en place une réponse adéquate au COVID-19. Si les droits inaliénables des Palestiniens doivent se réaliser, il faut s'occuper de ces causes initiales. Israël doit mettre fin à son blocus de la Bande de Gaza et à son occupation militaire persistante dans sa totalité, libérer les prisonniers politiques palestiniens détenus en violation du droit international, et finalement démanteler son régime d'apartheid sur le peuple palestinien tout entier. Tandis que l'impunité d'Israël prévaut, il est pourtant de la responsabilité de tous les Etats d'adopter des mesures efficaces, de faire respecter la justice et la responsabilité internationales pour les victimes palestiniennes, et de mettre fin au régime d'apartheid israélien.

Historique :

Pendant des décennies, Israël a mis en place et maintenu un régime d'apartheid sur le peuple palestinien grâce à une pléthore de lois, de politiques et de pratiques destinées à systématiquement fragmenter, isoler et opprimer les Palestiniens. Une myriade de restrictions de circulation, dont les checkpoints, le Mur d'Annexion, et les enfermements, a abouti à un déni de l'accès aux services essentiels, dont les soins de santé, et a créé un environnement coercitif, ce qui a privé le peuple palestinien de ses moyens de subsistance et a empêché d'exercer tout droit collectif. A la racine du régime d'apartheid israélien, on trouve la fragmentation du

peuple palestinien en quatre domaines distincts, juridique, politique, et géographique, comprenant les Palestiniens des deux côtés de la Ligne Verte, les Palestiniens de Jérusalem, et les Palestiniens réfugiés et les exilés – l'émigré étranger, pour lesquels Israël a toujours nié depuis 1948[xxxii] le droit au retour à leurs maisons, leurs terres et leurs biens.

Organisations signataires :

Le Réseau des Organisations Non Gouvernementales palestiniennes (PNGO), dont :

- * Al-Haq, le Droit au Service de l'Humanité
- * Addameer, l'association de Soutien aux Prisonniers et de Défense des Droits de l'Homme
- * Le Centre de Jérusalem d'Aide Juridique et de Défense des Droits de l'Homme (JLAC)
- * Le Centre Al Mezan pour les Droits de l'Homme
- * Défense des Enfants International à Palestine (DCI-P)
- * Le Centre de Ramallah pour les Etudes sur les Droits de l'Homme (RCHRS)
- * Al Rowwad, Société pour la Culture et les Arts à Camp de réfugiés d'Aida à Bethléem
- * Centre de Ressource pour la Petite Enfance (ECRC)
- * Le Centre « SHAMS » des Médias pour les Droits de l'Homme et la Démocratie
- * Le Centre de Développement MA'AN
- * L'Association Palestinienne d'Hydrologie (PHG)
- * Le Centre Palestinien de Conseil (PCC)
- * Le Centre de Traitement et de Réhabilitation pour les Victimes de la Torture (TRC)
- * Le Centre d'Aide et de Conseil Juridiques pour les Femmes (WCLAC)
- * L'Institut Cairo pour les Etudes sur les Droits de l'homme (CIHRS)
- * La Coalition Civique pour les Droits des Palestiniens à Jérusalem (CCPRJ)
- * Le Centre d'Action Communautaire (Université Al-Quds)
- * L'Institut Palestinien pour la Diplomatie Publique (PIPD)

[i] Voir Al-Haq, « Des associations palestiniennes, régionales et internationales soumettent un rapport sur l'apartheid au Comité de l'ONU sur l'Élimination de la Discrimination Raciale », 12 novembre 2019, disponible sur : <http://www.alhaq.org/advocacy/16183.html> . Voir aussi Rania Muhareb et Nada Awad, « COVID-19 et apartheid », This Week in Palestine, avril 2020, disponible

sur : <https://www.thisweekinpalestine.com/covid-19-and-apartheid/> , Osama Tanous, *Â« EpidÃ©mie de coronavirus au temps de lâ??apartheid Â»*, 24 mars 2020, Al Jazeera, disponible sur : <https://www.aljazeera.com/indepth/opinion/coronavirus-outbreak-time-apartheid-200324151937879.html>

[ii] Al-Haq, *Â« DÃ©claration commune : Pour la JournÃ©e de la Terre, la SociÃ©tÃ© Civile Exhorte Ã la ResponsabilitÃ© et Ã la Fin du Blocus IsraÃ©lien illÃ©gal sur Gaza Â»*, 30 mars 2020, disponible sur : <http://www.alhaq.org/advocacy/16657.html>

[iii] Convention Internationale sur les Droits Economiques, Sociaux et Culturels (adoptÃ©e le 16 dÃ©cembre 1966, entrÃ©e en vigueur le 3 janvier 1976) 993 UNTS 3(ICESCR), Article 12(1).

[iv] Voir, notamment, Al-Haq, *Â« DÃ©claration commune : Pour la JournÃ©e de la Terre, la SociÃ©tÃ© Civile Exhorte Ã la ResponsabilitÃ© et Ã la Fin du Blocus israÃ©lien IllÃ©gal sur Gaza Â»*, 30 mars 2020, disponible sur : <http://www.alhaq.org/advocacy/16657.html>

[v] Voir, notamment, WHO, *Droit Ã la SantÃ© dans le territoire palestinien occupÃ©*, 2018, disponible sur : <http://www.emro.who.int/images/stories/palestine/documents/who-right-to-health-2018-web-final.pdf?ua=1>

[vi] OHCHR, *Â« COVID-19 : IsraÃ©l a lâ??obligation lâ©galeâ?? de sâ??assurer que les Palestiniens des TPO reÃ§oivent les services de santÃ© essentiels â?? expert de lâ??ONU Â»*, 19 mars 2020, disponible sur : <http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/pages/DisplayNews.aspx?NewsID=25728&LangID=E>

[vii] Al Haq, *Â« Pour la JournÃ©e Mondiale de lâ??Eau, Al-Haq se Souvient de lâ??Apartheid IsraÃ©lien sur lâ??Eau en Pleine PandÃ©mie Mondiale Â»*, 23 mars 2020, disponible sur : <http://www.alhaq.org/advocacy/16625.html>

[viii] Voir, par ex., ADAM RASGON, *Â« 80 Ã 90 % des ventilateurs de Cisjordanie et de Gaza dÃ©jÃ utilisÃ©s, dit un responsable de WHO Â»*, The Times of Israel, 2 avril 2020, disponible sur : <https://www.timesofisrael.com/80-90-of-ventilators-in-west-bank-and-gaza-already-in-use-who-official-says/>

[ix] Ibid.

[x] UNRWA, *Â« Lâ??UNRWA Lance un Appel Eclair COVID-19 de 14 Millions de dollars amÃ©ricains pour les RÃ©fugiÃ©s de Palestine Â»*, 17 mars 2020, disponible sur : <https://www.unrwa.org/newsroom/press-release/unrwa-launches-covid-19-us-14-million-flash-appeal-palestine-refugees> ; UNRWA, *Â« JournÃ©e Mondiale de la SantÃ© 2020 : Lâ??UNRWA se Bat pour Contenir la PandÃ©mie du Coronavirus Â»*, 5 avril 2020, disponible sur : <https://www.unrwa.org/newsroom/photos/world-health-day-2020-unrwa-battling-contain-coronavirus-pandemic>.

[xi] Voir, par ex., Judith Sudilovsky, *Â« Le confinement pour coronavirus par IsraÃ©l empÃªche le travail des droits de lâ??homme, mais nâ??est pas une maltraitance Â»*, +972 Magazine, 31 mars 2020, disponible sur : <https://www.972mag.com/coronavirus-israel-human-rights-work/>

[xii] Voir Bâ??Tselem, Â« Pendant la crise du coronavirus, IsraË«l confisque des tentes destinË«es Æ une clinique au nord de la Cisjordanie Â», 26 mars 2020, disponible sur : https://www.btselem.org/press_release/20200326_israel_confiscates_clinic_tents_during_coronavirus_crisis

[xiii] Interview de Al-Haq avec Walid Nammour, SecrË«taire GË«nË«ral du RË«seau Hospitalier de JË«rusalem et Directeur GË«nË«ral de lâ??HË«pital Augusta Victoria Æ JË«rusalem Est, le 6 avril 2020.

[xiv] Voir, en particulier, OHCHR, Â« Une action urgente est nË«cessaire pour empË«cher le dË«chaË«nement du COVID-19 dans les lieux de dË«tention Â», Bachelet, 25 mars 2020, disponible sur : <https://www.ohchr.org/EN/News-Events/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=25745&LangID=E>

[xv] WHO, Â« EmpË«cher lâ??explosion du COVID-19 dans les prisons : un vË«ritable dË«fi mais une tË«che essentielle pour les autoritË«s Â», 23 mars 2020, disponible sur : <https://www.euro.who.int/en/health-determinants/prisons-and-preventing-covid-19-outbreak-in-prisons-a-challenging-but-essential-task-for-authorities>. Voir aussi Al-Haq, Â« Addameer et Al-Haq Envoient un Appel aux ProcË«dures SpË«ciales de lâ??ONU sur la Situation des Prisonniers Palestiniens dans les Prisons IsraË«liennes Æ cause des InquiË«tudes Æ propos de leur exposition au COVID-19 Â», 2 avril 2020, disponible sur : <http://www.alhaq.org/advocacy/16674.html>

xvi] Voir, par ex., Suha Arraf, Â« Du moment quâ??un ouvrier est malade, ils le jettent Æ un checkpoint comme un chien Â», +972 Magazine, 24 mars 2020, disponible sur : <https://www.972mag.com/checkpoint-palestinian-laborers-coronavirus/>

[xvii] Voir, par exemple, Farid Taamallah, Â« IsraË«l utilise le coronavirus pour mettre en vigueur le deal du siË«cle Â», Middle East Eye, 27 mars 2020, disponible sur : <https://www.middleeasteye.net/opinion/coronavirus-palestinians-trapped-between-pandemic-and-israeli-occupation>

[xviii] Voir par exemple, Jack Dodson, Â« Les Palestiniens protestent contre la rË«ponse israË«lienne indË«ment rigoureuse au confinement pour Coronavirus Â», Middle East Eye, 1er avril 2020, disponible sur : <https://www.middleeasteye.net/news/coronavirus-protest-jaffa-covid-19-restrictions-police-brutality>

[xix] Voir Pearce Clancy, Â« Surveillance Massive en Temps de COVID-19 : IsraË«l et les Territoires Palestiniens OccupË«s Â», Cambridge Core, 25 mars 2020, disponible sur : <https://www.cambridge.org/core/blog/2020/03/25/mass-surveillance-in-the-age-of-covid-19-israel-and-the-occupied-palestinian-territory>. Voir aussi Adalah, Â« CORONAVIRUS : A la suite de la pË«tition dâ??Adalah, la Cour SuprË«me dâ??IsraË«l Æmet une injonction provisoire limitant le repË«rage des tË«lË«phones portables par le service de sË«curitË« Â», 19 mars 2020, disponible sur : <https://www.adalah.org/en/content/view/9924>

[xx] Voir Adalah, Â« Avant que le dË«sastre ne frappe : Adalah soumet une pË«tition urgente Æ la Cour SuprË«me dâ??IsraË«l demandant un accË«s immË«diat aux tests du coronavirus, des services ambulanciers renforcË«s dans les villages de BË«douins Â», 1er avril 2020, disponible sur : <https://www.adalah.org/en/content/view/9948>

[xxi] Nihaya Daoud, Â« La RË«pugnance Æ Tester les Arabes IsraË«liens pour le COVID-19 est une Bombe Æ Retardement Â», Haaretz, 31 mars 2020, disponible sur :

<https://www.haaretz.com/opinion/premium-israel-pays-a-price-for-ignoring-the-arab-community-in-its-coronavirus-response-1.8729117>

[xxii] Voir, par exemple, Mersiha Gadzo, *« Jérusalem Est sûre ? inquiète de l'effondrement du système de santé à l'occasion du coronavirus »*, Al Jazeera, 4 avril 2020, disponible sur : <https://www.aljazeera.com/news/2020/04/east-jerusalem-worries-healthcare-collapse-coronavirus-200405125941446.html>

[xxiii] Voir, récemment, IDAN ZONSHINE, *« Israël ne veut pas tester les gens qui ont des symptômes du COVID-19 moins qu'ils n'aient voyagé »*, The Jerusalem Post, 4 avril 2020, disponible sur : <https://www.jpost.com/israel-news/health-ministry-narrow-criteria-for-covid-19-tests-needs-more-reagents-623535>. Voir aussi Adam Ragson, *« Israël demande à Israël de tester les milliers de travailleurs Palestiniens avant qu'ils ne reviennent chez eux »*, The Times of Israël, 2 avril 2020, disponible sur : <https://www.timesofisrael.com/pa-asks-israel-to-test-some-50000-palestinian-workers-before-they-return-home/>

[xxiv] Voir, par exemple, Al Jazeera, *« Les travailleurs palestiniens qui reviennent chez eux pourraient alimenter l'épidémie »*, 5 avril 2020, disponible sur : <https://www.aljazeera.com/news/2020/04/palestinian-workers-returning-home-could-fuel-outbreak-200405113836825.html>

[xxv] Voir Adalah, *« Israël a failli fournir en temps réel les mises à jour en arabe sur le coronavirus pour les citoyens palestiniens »*, 10 mars 2020, disponible sur : <https://www.adalah.org/en/content/view/9916>. Voir aussi la note [vi] ci-dessus.

[xxvi] La Convention (IV) relative à la Protection des Civils en Temps de Guerre (adoptée le 12 août 1949, entrée en vigueur le 21 octobre 1950) 75 UNTS 287 (ci-après « Quatrième Convention de Genève »), Article 55.

[xxvii] Article 56, Quatrième Convention de Genève.

[xxviii] Article 1, ICESCR.

[xxix] CESCR, Commentaire Général N° 14 : Le Droit à un Standard de Santé le plus Elevé Possible (Art. 12), 11 août 2000, UN Soc. E/C 12/2000/4, para. 4.

[xxx] Article 1, ICESCR.

[xxxi] Voir, notamment, la Commission Economique et Sociale pour l'Asie Occidentale (ESCWA), *Pratiques Israéliennes envers le Peuple Palestinien et la Question de la Palestine de l'Apartheid et de l'Occupation Israélienne. Question N° 1*. UN Doc. E/ESCWA/ECRI/2017/1, Beyrouth, 2017, p. 4. Voir aussi Al-Haq, *« Intervention Orale Commune à la 100^{ème} Session du CERD pour Examiner Israël »*, 2 décembre 2019, disponible sur : <http://www.alhaq.org/advocacy/16266.html>

Traduction : J. Ch. pour l'Agence Média Palestine

Source : [Al Haq](#)

date créée

2020/04/10